Du risque d'être un expert

Claude Gilbert

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoire-cnrs/9125>

DOI : 10.4000/histoire-cnrs.9125

ISSN : 1955-2408

Éditeur

CNRS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 5 octobre 2009

ISSN : 1298-9800

Référence électronique

Claude Gilbert, « Du risque d'être un expert », *La revue pour l'histoire du CNRS* [En ligne], 24 | 2009, mis en ligne le 05 octobre 2009, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-cnrs/9125> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoire-cnrs.9125>

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

Comité pour l'histoire du CNRS

Du risque d'être un expert

Claude Gilbert

- 1 **La revue pour l'histoire du CNRS. Littéralement, un expert est un connaisseur. Qu'en pensez-vous ?**
- 2 **Claude Gilbert.** Il est tentant de définir l'expert comme étant celui qui sait, dans un champ délimité de la connaissance. Cette approche se justifie lorsqu'il s'agit, par rapport à un problème donné, de mobiliser des connaissances établies ou, tout au moins, faisant l'objet d'un certain consensus au sein de la communauté scientifique. C'est par exemple le cas avec certains « risques » dont les incertitudes ont été suffisamment réduites pour qu'on puisse les cerner, en faire des problèmes gérables, administrables. Mais lorsque l'on est en présence de menaces, de problèmes marqués par de fortes incertitudes (comme par exemple ce qui a trait à l'encéphalopathie spongiforme bovine, aux OGM, à la téléphonie mobile, à la pandémie grippale), le rôle de l'expert devient différent. Dans ce cas, il s'agit, à partir de données souvent insuffisantes et d'hypothèses pouvant être fragiles, de produire malgré tout des avis.
- 3 **La revue... Il est habituel d'évoquer l'expert, mais cela renvoie-t-il à une pratique individuelle ou collective ?**
- 4 **C. G.** Là encore, tout dépend des problèmes qui doivent être traités. Faire appel à un expert isolé, à un « spécialiste », se conçoit lorsqu'il s'agit de régler une question qui entre a priori dans le domaine de compétence de tel ou tel scientifique. Mais il s'est avéré que cela n'avait plus grand sens lorsque l'incertitude est première, résiste à l'effort de connaissance. Ainsi, est-il de plus en plus admis que, dans ces circonstances, des procédures spécifiques doivent être mises en oeuvre, comme par exemple les « expertises collectives » réalisées dans le cadre de l'Inserm. Expertises qui renvoient à des protocoles assez précis et qui, effectivement, permettent d'affronter collectivement les lacunes en matière de connaissances.
- 5 **La revue... Qui peut être expert puisque le titre n'est pas réglementé ? Quelles sont les obligations de l'expert ? Une obligation de moyens ? Ou de résultats ?**
- 6 **C. G.** On pourrait croire que la désignation des experts correspond à un processus rationnel, réglé. Or il n'en est rien. Les travaux réalisés en sciences humaines et sociales

montrent que la façon de devenir expert n'obéit à aucune loi générale même si, bien sûr, la question de la compétence est toujours présente. Il y a certes des procédures de sélection, mais ce n'est pas toujours le cas et l'on constate l'importance du poids des relations déjà établies, des circonstances, etc. dans le choix des experts. Quant aux obligations de l'expert, elles devraient *a priori* se limiter à donner des avis, la décision appartenant à ceux qui les sollicitent. Pas simplement des avis scientifiques mais des avis correspondant effectivement à des aides à la décision. Dans les faits, c'est un peu plus compliqué, des experts pouvant « retenir » leurs propositions pour ne pas être impliqués plus qu'ils ne le veulent dans la décision et, à l'inverse, des décideurs pouvant chercher à se protéger derrière les avis d'experts. On peut parler à ce sujet de « mistigri » ou de « patate chaude ».

- 7 **La revue... Quelles sont les raisons de la sollicitation croissante des chercheurs et des grands établissements scientifiques ?**
- 8 C. G. Tout d'abord, les risques pris en compte aujourd'hui soulèvent des questions d'ordre plus fondamental qu'auparavant. La communauté scientifique doit aussi, plus qu'avant, justifier son utilité pour la collectivité. Enfin, participer à des expertises est un moyen de le faire et les chercheurs ont été encouragés à intervenir dans ce sens même s'il y a toujours un « risque » à trop s'afficher comme expert compte tenu des attentes en termes d'excellence scientifique. Une autre réponse serait de dire que la participation à des expertises est aujourd'hui une façon d'intervenir dans la « mise sur agenda » des problèmes devant faire l'objet d'un effort accru de recherche. Des préoccupations d'ordre stratégique ne sont donc pas absentes.
- 9 **La revue... L'expert a-t-il mauvaise presse ou, au contraire, est-il plutôt posé sur un piédestal comme le porteur de la voix de la vérité ?**
- 10 C. G. C'est selon. Il peut être tout attendu de l'expert, avec une vision de la science, du recours à science, assez idéale et sans grand rapport avec les pratiques scientifiques, avec les doutes et incertitudes qui les accompagnent. Mais l'expert – y compris lorsqu'il s'agit d'un scientifique de renom – peut aussi être considéré comme étant « sous influence », comme servant de multiples intérêts (économiques, politiques, scientifiques aussi). Un des problèmes souvent soulevés, et pratiquement sans solution, est celui de « l'indépendance » des experts puisque, pratiquement dans tous les domaines, les scientifiques sont à plus d'un titre de fait « dépendants » de ceux qui disposent des données, qui attribuent les moyens, qui évaluent les recherches etc. Selon les secteurs, public ou privé, les degrés de dépendance sont, bien sûr, très variables. Mais il pourrait être judicieux, comme cela se fait dans certains domaines, de gérer au mieux l'inévitable « dépendance » des experts (quelle que soit la nature de cette dépendance) et de l'afficher. Cela dit, on a probablement encore besoin, pour traiter les problèmes tels que les risques et menaces pour la collectivité, de croire à cette indépendance et de l'afficher. Mais l'important n'est peut-être pas là. La qualité des expertises dépend de la possibilité de développer le plus librement possible des controverses scientifiques et, comme cela est fortement suggéré aujourd'hui, d'intégrer autant que faire se peut, le point de vue des « profanes ». Mais c'est une autre affaire, compte tenu des fortes résistances qui existent encore à ce sujet dans la société française.

ANNEXES

RÉSUMÉS

À l'ère de la nécessaire diffusion de l'information et des connaissances et de la médiation entre chercheurs et commanditaires, l'expertise s'impose comme une évidence au cœur du débat scientifique. Elle doit s'intégrer dans une réflexion sur les liens entre les dispositifs techniques et scientifiques qui permettent d'instrumentaliser et de qualifier les risques et les dispositifs sociaux, réglementaires et organisationnels. Pour mieux cerner le rôle de l'expert et son implication dans les réflexions et les échanges pluridisciplinaires, Claude Gilbert se prête au jeu des questions/réponses.

AUTEUR

CLAUDE GILBERT

Claude Gilbert, directeur de recherche au CNRS (unité « Politiques publiques, action politique, territoires »), est responsable de l'axe « Risques et crises collectifs » de la Maison des sciences de l'Homme-Alpes de Grenoble.